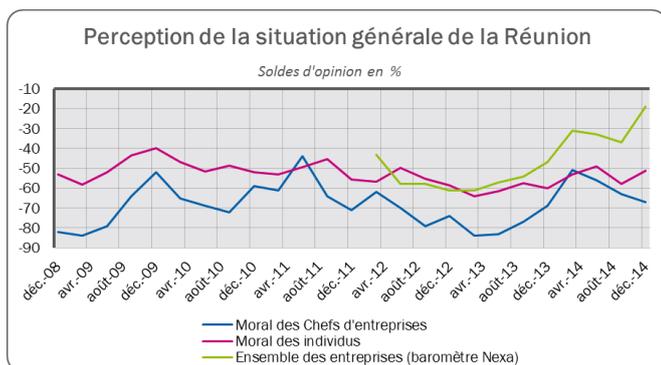


## Eclaircies dominantes sur l'économie réunionnaise

Coïncidant avec la poussée de la végétation nourrie par l'entrée en saison humide et la hausse des températures, l'économie réunionnaise accentue au dernier trimestre 2014 l'amélioration substantielle déjà perceptible précédemment.

Encouragée par des prix à la consommation contenus et des revenus disponibles en hausse, la demande des ménages s'est améliorée. Les consommateurs ont profité de leur pouvoir d'achat pour dépenser tout en minimisant le recours à l'emprunt. Dans le même temps, l'épargne s'est renforcée traduisant une augmentation générale des actifs.

En réponse à la dynamique de la consommation, les entreprises ont réagi en adaptant leurs facteurs de production. Les effectifs salariés des secteurs marchands ont atteint un niveau record pendant que les investissements se sont renforcés, tant en équipements que dans l'immobilier.

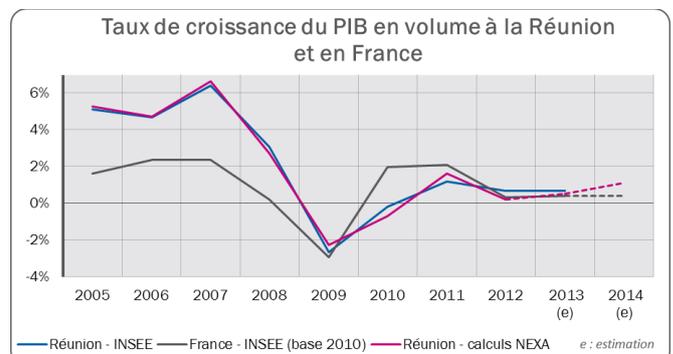


Sources : IPSOS, Nexa

Dans ce tableau idyllique, il convient de ne pas oublier la fragilité de notre territoire et les situations de précarité grandissantes parmi les différents acteurs. D'une part, les individus nouvellement éligibles aux minimas sociaux se multiplient, d'autre part, les dettes sociales et fiscales des entreprises continuent d'augmenter. A fin décembre 1,24 milliards d'euros n'ont toujours pas été recouverts.

Enfin, d'un point de vue sectoriel, la situation du secteur du tourisme détonne. La desserte aérienne et la politique publique sécuritaire en matière de risques naturels, sont régulièrement dénoncés comme autant de freins à la fréquentation touristique.

Ces éléments nous permettent de relever notre estimation de croissance pour l'année à 1,1% en valeur (soit 1,3% en volume) correspondant à un écart de 0,6 points supplémentaires sur notre prévision précédente.



Sources : INSEE, Nexa

Nos prévisions sont construites à partir des estimations issues des comptes rapides régionaux CEROM (INSEE - IEDOM - AFD) et de modélisations économétriques reposant sur plusieurs indicateurs économiques (avec déflateur IPC en 2013 et 2014).

### Sommaire :

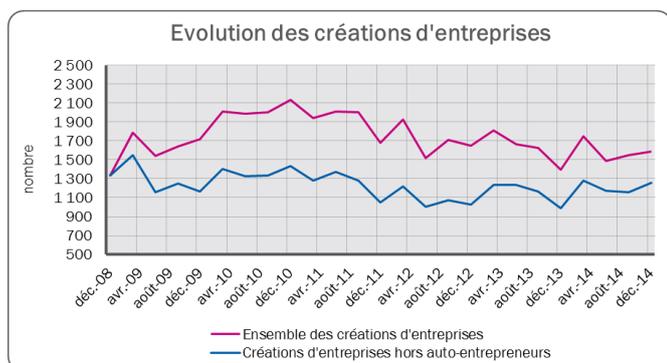
- La tendance macro-économique
- La perception sectorielle et empirique
- Les événements marquants récents
- L'enquête auprès des dirigeants d'entreprises
- Les perspectives à court et moyen terme

### Observatoire régional de l'économie

Directeur de la publication : Gaston BIGEY  
Rédaction : Frédéric LORION  
Graphiques : Rekha GRIMOIRE  
Conception et édition : Nexa  
Contact : [observatoire@nexa.re](mailto:observatoire@nexa.re)

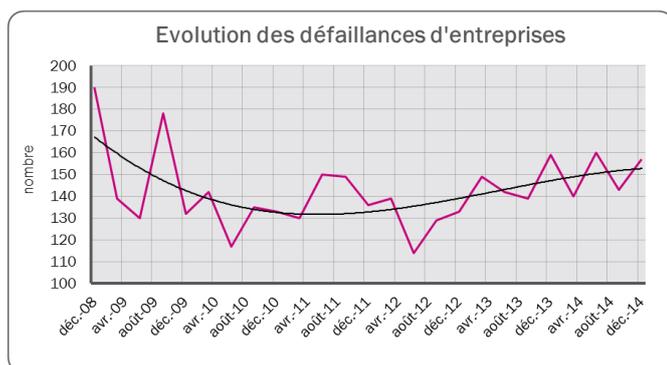
## ◆ Légère reprise des créations d'entreprises

Les créateurs d'entreprises ont été plus nombreux au dernier trimestre avec un bond de 10% de nouvelles entités créées par rapport au trimestre précédent. En cumul sur l'année, le nombre d'entreprises créées se tasse de 1,6% par rapport à 2013, exercice qui avait déjà connu un effritement de 4,6% des créations.



Source : INSEE

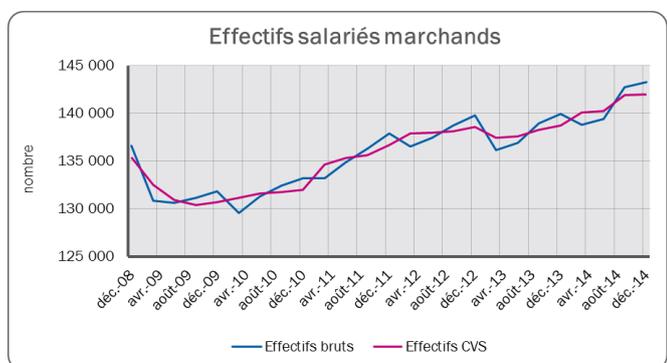
Le statut d'auto-entreprises attire nettement moins alors que les catégories juridiques « sociétés » ou « entreprises individuelles » trouvent davantage intérêt auprès des candidats à la création. Si la plupart des secteurs bénéficient de cette aspiration, les services représentent encore 2 entreprises créées sur 3.



Source : INSEE

En termes de disparition, le trimestre a été plutôt rude puisque les défaillances rebondissent de 10%. En cumul annuel, 600 entreprises ont connu des défaillances, en progression de 2% par rapport à 2013.

## ◆ L'emploi marchand à un niveau record

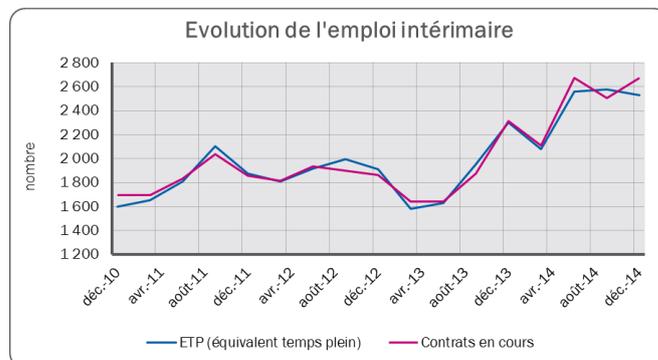


Source : ACOSS

A fin décembre, les effectifs salariés atteignent un sommet à plus de 143 000 salariés (142 000 salariés hors effet saisonnier). L'emploi marchand progresse ainsi de 2,4% en glissement annuel.

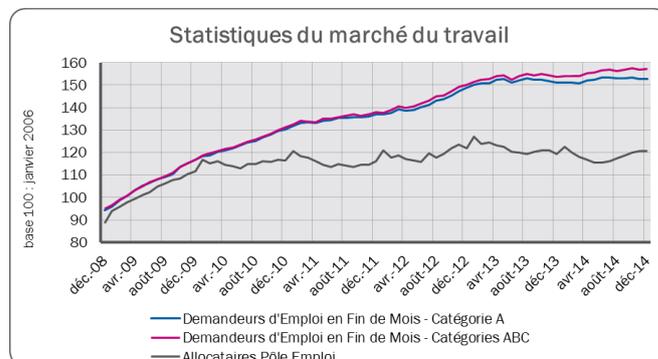
La masse salariale enregistre une croissance plus rapide avec un rythme de 4,4% sur la même période, signifiant une amélioration du salaire moyen par tête.

Cette embellie sociale est essentiellement portée par les secteurs des services et dans une moindre mesure par l'industrie, bénéficiant par ailleurs du soutien des emplois aidés et des contrats d'intérimaires. Ces derniers se maintiennent à un haut niveau depuis le troisième trimestre. Permettant l'adaptation des équipes à un surcroît d'activité, ils s'inscrivent en progression de 10% en glissement annuel.



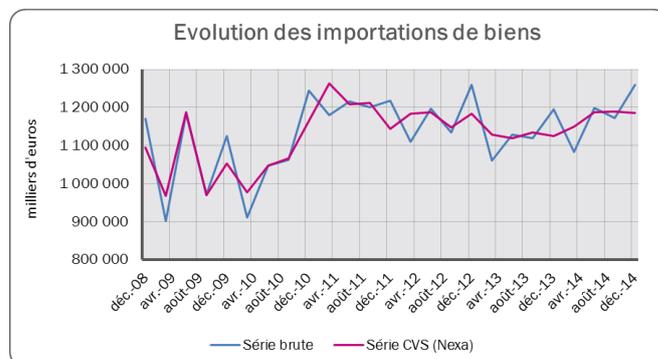
Source : Dares

La situation du chômage paraît se stabiliser avec 156 000 demandeurs d'emplois au dernier trimestre en moyenne. Mais cette pause ne profite pas à tous les publics. La part des jeunes fléchit, bénéficiant des emplois aidés, tandis que celle des seniors ne cesse d'augmenter. Le chômage de longue durée faiblit également puisque le nombre des inscrits depuis plus d'un an diminue de 1% sur le trimestre.



Sources : DIECCTE, Pôle Emploi

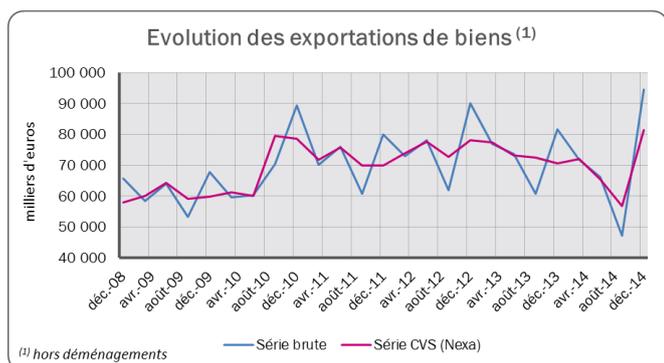
## ◆ Accélération du commerce extérieur



Source : Douanes

Les marchandises importées sur le territoire bondissent de 5,4% en glissement annuel, à 1,26 M€ au dernier trimestre.

L'essentiel des importations provient des biens intermédiaires ou des biens d'équipements des professionnels, à destination des entreprises. La baisse du cours du pétrole amplifie l'effet volume, en minorant le coût des énergies importées.



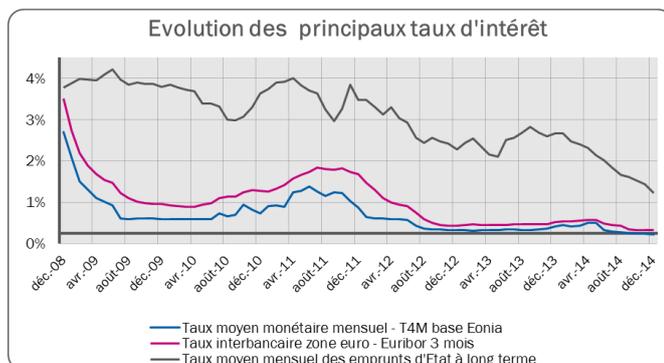
Source : Douanes

Côté exportations, le volume de biens bondit de 15,3% en glissement annuel et ce malgré la saisonnalité du dernier trimestre, contrastant avec 3 reculs successifs. Au total, 280 M€ de marchandises auront été exportés sur l'année, en régression de 4,6% par rapport à l'exercice 2013.

### Les investissements accélèrent

Les conditions financières restent toujours favorables à l'investissement sur le territoire national. Une nouvelle baisse des principaux taux de référence européens permet aux établissements bancaires d'accéder aux liquidités à des taux de plus en plus faibles.

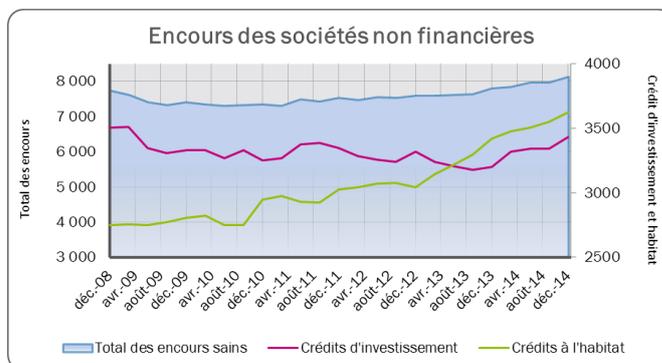
Les banques peuvent donc octroyer des crédits à moindres coûts. Toutefois, les entrepreneurs avertis auront déjà perçu le resserrement des taux réels, en tenant compte de la faible inflation.



Sources : Banque de France, IEDOM

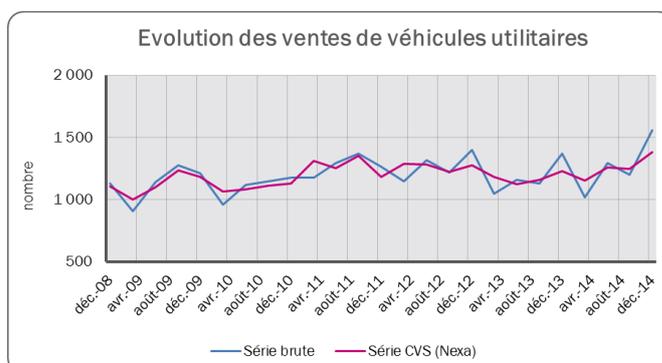
Les entreprises ont profité de l'attractivité du crédit pour abonder leurs investissements. A fin décembre 2014, plus de 8,1 Mds d'euros d'encours locaux sont détenus par les établissements de crédits, en hausse de 4,5% sur un an et de 2,2% par rapport au troisième trimestre.

Cependant, si l'investissement productif s'accélère au dernier trimestre, les crédits immobiliers progressent à un rythme aussi élevé. Les acteurs privilégient toujours la confiance dans la pierre plutôt que la prise de risque dans les moyens de production. L'arbitrage qualitatif des investissements réalisés risque ainsi de pénaliser la compétitivité des acteurs économiques sur le long terme.



Source : IEDOM

En matière d'équipement, l'investissement en matériels de transport a nettement augmenté au dernier trimestre avec plus de 1 500 véhicules acquis par les entrepreneurs. Au côté des flottes d'utilitaires légers, le nombre de poids lourds a doublé avec la perspective des marchés de matériaux pour la Nouvelle Route du Littoral (NRL).

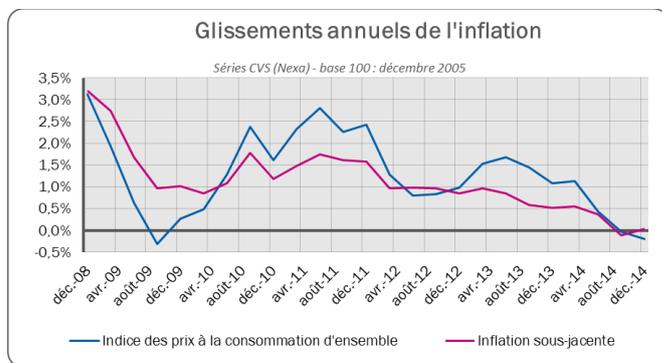


Source : SICR - Fichier central des automobiles

### L'inflation en manque d'énergie

Au dernier trimestre 2014, les prix à La Réunion ont encore reculé par rapport à l'année précédente, de 0,6% en glissement annuel et malgré une petite hausse saisonnière de 0,2% en évolution trimestrielle.

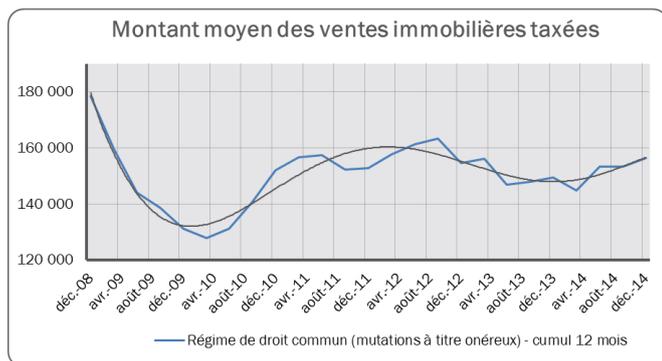
Le prix du pétrole, au niveau international, qui tombe à 60\$ le baril en décembre, influence largement cette tendance locale, notamment sur le poste énergie. Par ailleurs, la tarification basse saison dans l'aérien et des prix contenus dans l'habillement et l'alimentaire ont contribué au tassement ou au maintien des prix.



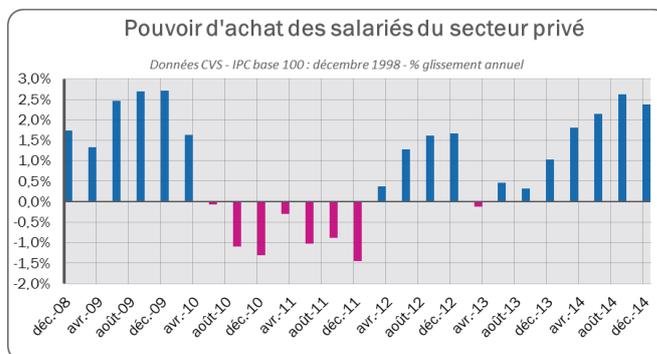
Sources : INSEE - calculs Nexa

Toutefois, ces éléments ne sont pas les seuls à contribuer à l'anémie des prix. Hors composantes produits alimentaires frais, tabac et énergie, l'inflation sous-jacente est quasi nulle.

Sur le marché immobilier, les prix des ventes se sont légèrement relevés de 2% au cours du trimestre et les biens s'échangent à des niveaux moyens de 156 000 euros, en hausse de 4,6% en rythme annuel.



Source : CGEDD/MEDOC



Sources : ACOSS, INSEE - calculs Nexa

Cette faible évolution des prix rapportée à une amélioration parallèle du salaire moyen par tête engendre un différentiel positif. La situation traduit ainsi un gain potentiel de 2,4% de pouvoir d'achat aux salariés du secteur privé. N'incluant pas les diverses charges fiscales et cotisations sociales, en augmentation, ce calcul doit donc être relativisé.

## La perception sectorielle et empirique

(\*) En italique dans la présente note - Tableau de synthèse à la page 9

L'enquête de conjoncture auprès des chefs d'entreprises réunionnaises révèle un quatrième trimestre 2014 globalement mieux orienté que l'année dernière, ainsi qu'une meilleure perception de la situation économique locale et ce malgré des prévisions trop optimistes.

Dans le détail, une légère hausse du niveau d'activité est constatée, entraînée par une amélioration de la demande du marché, permettant ainsi un relèvement des niveaux de l'emploi salarié des entreprises. En se rapprochant des prévisions, les prix de vente se maintiendraient ce trimestre, rassurant la rentabilité fragile des acteurs.

Les perspectives pour le début 2015 sont encourageantes pour les salariés avec des prévisions d'embauche et une augmentation significative du temps consacré à la formation. Toutefois, l'activité devrait subir un ralentissement - saisonnier - au premier trimestre, qui sera accompagné d'un repli du carnet de commandes et des investissements. D'une manière générale, les inquiétudes quant à la santé de l'économie réunionnaise devraient persister.

### Les secteurs industriels en dissonance

Les résultats des **industriels des biens de consommation** sont décevants pour le dernier trimestre 2014 : la progression du chiffre d'affaires reste minime par rapport à ce qui était attendu par les dirigeants (5% de soldes positifs au lieu de 29%), corroborée par une contraction de la demande du marché. Parallèlement, le secteur subit une chute du niveau des prix pratiqués, impactant les indicateurs de marge et de rentabilité des entreprises. Ces dernières ont été plus frileuses à investir et à embaucher par rapport à l'année dernière.

Au premier trimestre 2015, la situation devrait encore se dégrader, les acteurs anticipant une détérioration

de l'activité et du carnet de commandes. L'emploi salarié et la formation subiront directement les conséquences de ce climat morose.

Pour **les autres industries** en revanche, la fin d'année 2014 se révèle meilleure que les prévisions. En effet, la demande du marché et le chiffre d'affaires n'ont jamais été aussi élevés, permettant à la rentabilité du secteur de se relever. Les professionnels ont su utiliser à bon escient leurs capacités de production et ont pu investir davantage durant cette période faste.

Les perspectives pour les prochains mois sont plutôt positives avec un chiffre d'affaires continuellement en augmentation, et une reprise significative de l'embauche salariée. Les industriels consacreront plus de temps à la formation de leurs employés et auront davantage recours au crédit bancaire et autres sources de financement, probablement afin de faire face à des investissements toujours plus nombreux.

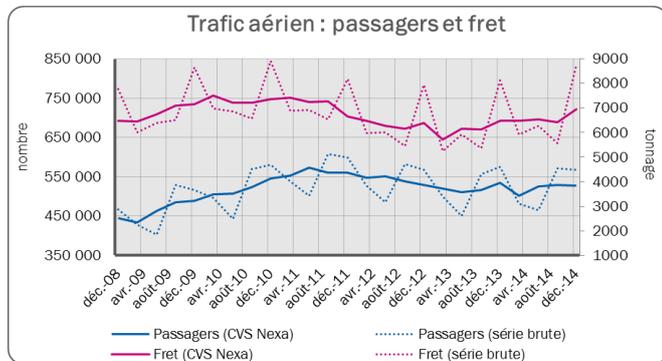
### Redressement dans les transports

Le secteur du **transport de passagers** se porte plutôt bien ce trimestre, affichant une progression de l'activité par rapport au quatrième trimestre 2013, conséquence du redressement du carnet de commandes constaté depuis plusieurs périodes. Les indicateurs de marge et de rentabilité s'améliorent, tout comme le niveau d'investissement et la perception de la situation économique locale.

Pour le début d'année 2015, les dirigeants sont plus prudents vis-à-vis de l'activité qui devrait ralentir, malgré une forte utilisation des capacités de production. Dans le même temps, si la demande du marché, l'effectif salarié et les prix devaient se replier, les transporteurs envisageraient de consacrer plus de temps à la formation de leurs employés.

A l'inverse, les résultats des **transporteurs de marchandises** sont stables ce trimestre et nettement inférieurs aux attentes des professionnels. Ces derniers sont très réticents à recourir au crédit bancaire et autres moyens de financement, au vu du déclin de la demande du marché.

A court terme, il est prévu un recul de l'activité et du carnet de commandes, ce qui se traduit par une dégradation de la marge des entreprises. Seule note positive, les transporteurs semblent plus enclins à recruter en ce début d'année.



Sources : Aéroports Pierrefonds et Roland Garros

Les **aéroports** ont réceptionné 568 460 voyageurs au dernier trimestre, soit 0,5% de moins par rapport au trimestre précédent mais en recul de 1,1% en glissement annuel. Anticipant le mouvement, les avionneurs ont adapté leur offre en conséquence en supprimant 4 rotations hebdomadaires en décembre.

A contrario, l'**activité fret** a enregistré une forte poussée saisonnière : plus 57% en glissement trimestriel et +8% par rapport à l'an dernier. Confrontés à la diminution des capacités des compagnies aériennes, les producteurs de fruits locaux ont dû affréter un avion-cargo spécifique pour pouvoir exporter leur production.

### ● Une saison touristique résignée

Les professionnels de l'**hôtellerie/restauration** notent une reprise significative de l'activité conforme à la saison. La rentabilité reste toujours en retrait malgré une légère consolidation. Le dernier trimestre de l'année semble marqué par une amélioration de la perception de l'économie générale et une meilleure utilisation des capacités de production.

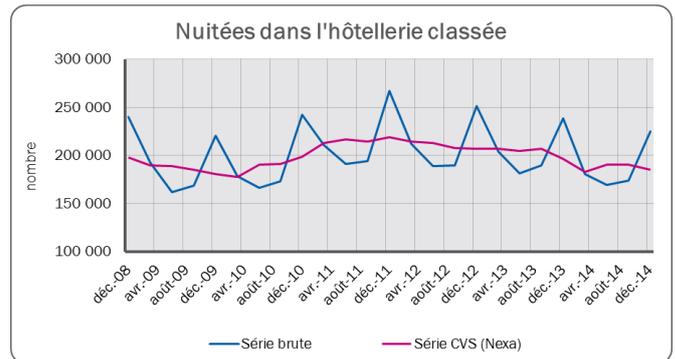


Source : IRT - Observatoire régional du tourisme

Les estimations pour le premier trimestre sont alarmantes : le chiffre d'affaires, les commandes, la rentabilité et l'investissement sont en chute libre.

Du côté des indicateurs sectoriels, la **fréquentation hôtelière** affiche une hausse saisonnière mais continue de subir une désaffection des touristes avec un recul de 6% des nuitées et par rapport à l'année précédente. Les taux d'occupation reculent de 3,1 points. Ces mauvais scores concernent l'ensemble des catégories d'hôtels mais touchent plus particulièrement les gammes inférieures (1 à 2 étoiles).

Attention toutefois, le périmètre retenu pour cette analyse ne tient pas encore compte des modifications récemment introduites par la nouvelle classification de l'hôtellerie ainsi que les établissements ouverts récemment. Une trentaine d'établissements devraient ainsi rejoindre l'échantillon lors des prochains résultats.



Source : INSEE - enquête de fréquentation touristique

Logiquement, les **offices de tourisme** éprouvent également la baisse des touristes dans l'île. Le nombre de visiteurs accueillis diminue de 14% par rapport au dernier trimestre 2013. Les clientèles locales (-21%) et métropolitaines (-14%) pénalisent principalement l'activité. Les vacanciers étrangers moins représentatifs progressent de 5,7%.

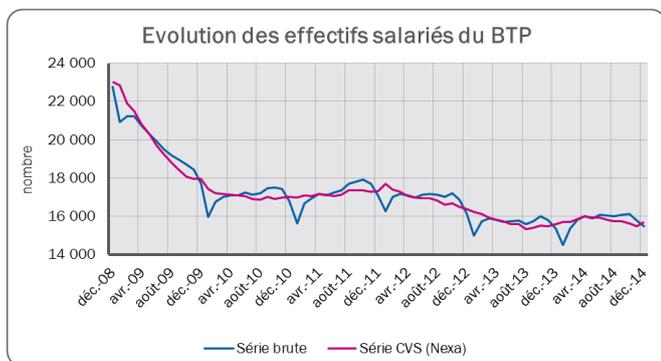
### ● Des commandes en attente dans le BTP

Le quatrième trimestre 2014 est un peu décevant pour le secteur de la **construction-BTP** mais il est globalement mieux orienté qu'en 2013. Alors que les professionnels attendaient une augmentation significative de leur chiffre d'affaires ainsi que des commandes, l'activité patine et la demande stagne en cette fin d'année. Le souhait exprimé par les acteurs de recruter du personnel ne s'est pas concrétisé, laissant place à une compression des effectifs salariés.

A court-terme, les entreprises sont optimistes quant à l'accroissement de la demande du marché et de leur chiffre d'affaires. Les prix de vente devraient continuer leur progression influant positivement la marge et la rentabilité des constructeurs. Enfin, l'emploi et la formation devraient profiter de cette embellie.

Dans son ensemble, le chiffre d'affaires de la construction devrait atteindre 1,3 Mds d'euros en 2014, 6% de mieux que l'année précédente. Sans les travaux notifiés pour la Nouvelle Route du Littoral (NRL), ce montant approcherait 1,1 Mds d'euros, en deçà de la production 2013.

Cette évolution permet d'endiguer les effectifs salariés. Au dernier trimestre, 15 800 salariés étaient en activité, soit 0,4% de plus en un an.

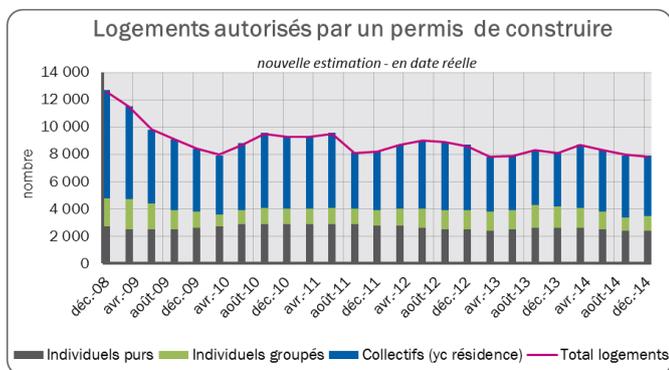


Source : CCP BTP

La commande publique qui contribue à plus de 80% de l'activité du secteur n'a pas apporté les résultats escomptés. 217 M€ de travaux n'ont pas été réalisés durant l'année 2014, conséquence de projets reportés voire annulés après les transitions politiques de plusieurs municipalités. Confrontées à des budgets plus restreints, les collectivités ont en outre plus de difficultés à boucler l'équilibre financier de leurs investissements.

Les nouvelles échéances électorales de 2015, départementales en mars et régionales en décembre, inquiètent les professionnels sur l'éventualité de nouvelles suspensions d'opérations. La crainte est d'autant plus justifiée que la programmation de l'année ressort à un niveau moindre, à 945 M€ hors NRL.

Face à la demande de plus en plus limitée, l'offre des entreprises se dégrade : marchés infructueux, faillites et disparition de compétences pénalisent dès lors les donneurs d'ordre.



Source : CGEDD - SOeS/Sit@del2

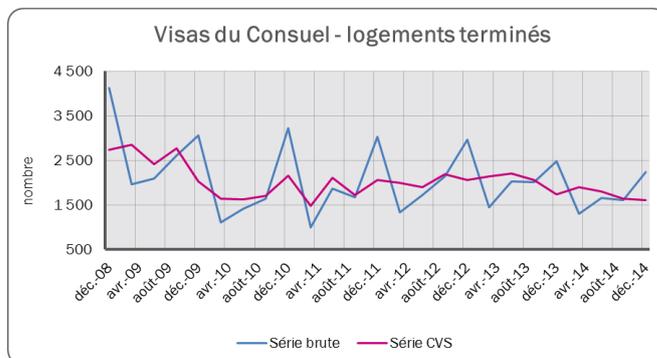
La production de logements s'érode inexorablement et contribue également aux difficultés du secteur. En cumul sur 12 mois, les autorisations de construire s'effritent de 4%, touchant notamment les logements individuels (-8% en diffus et -31% en groupés) alors que les programmes collectifs augmentent de 13%.

En corollaire à la diminution des permis délivrés auparavant, le nombre de logements livrés suit une tendance identique, en repli de 8% en glissement annuel au dernier trimestre.

Le segment du logement social, principal pourvoyeur de chantiers, a fait face à des modifications des règles de financement ayant entraîné une publication tardive des arrêtés LBU. Par ailleurs, les ordres de service pour 2015 restaient en attente de la délivrance d'un accord de principe fiscal du Ministère des Finances.

Rappelons que le logement social outremer a été inscrit dans le régime « service d'intérêt économique général (SIEG) » à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015 (alors que cette disposition est effective depuis 2005 en métropole). Les organismes de logement social doivent alors justifier l'absence de surcompensation de la défiscalisation, complémentaire aux aides publiques.

Enfin, le secteur privé peine à repartir. Le dispositif incitatif fiscal prévu par la loi Pinel ne sera relevé de 10 000 € à 18 000 € qu'au début 2015, retardant les avantages escomptés pour les investisseurs.



Source : Consuel

Dans ce contexte détérioré, CBo Territoria a publié des résultats en diminution en fin d'année : 10,4 M€ de résultat net pour un chiffre d'affaires de 60,7 M€ (respectivement -41% et -25% sur 1 an). Le principal promoteur de l'île a pu cependant contenir le recul de son activité et améliorer son chiffre d'affaires au dernier trimestre grâce à la livraison d'importants actifs immobiliers professionnels en fin d'année.

## ◆ Le commerce s'appuie sur la demande

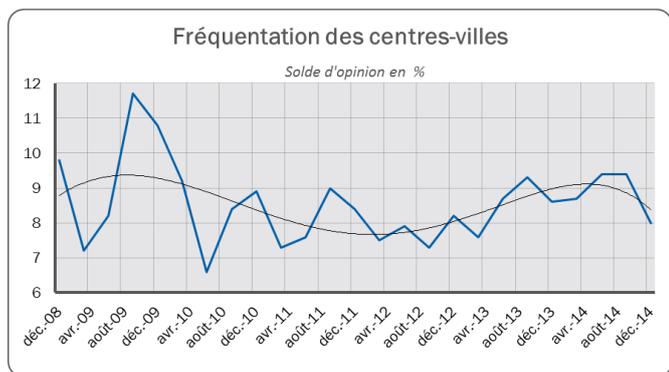
En dépit d'un carnet de commandes et d'un chiffre d'affaires largement inférieurs aux prévisions, les indicateurs de marge et de rentabilité des **commerçants de gros** évoluent pour la première fois de façon positive. Les acteurs utilisent davantage leurs capacités de production et sont plus enclins à investir qu'en 2013. Parallèlement, on perçoit un climat favorable à la formation des employés.

Le premier trimestre 2015 laisse place à la désillusion pour les commerçants qui font l'hypothèse d'un déclin de l'activité et de leur rentabilité. De la même manière, l'investissement et le recours aux différents moyens de financement devraient reculer à court-terme.

Pour le **commerce de détail**, les objectifs fixés n'ont pas été atteints : avec les fêtes de fin d'année, l'activité est sensiblement meilleure que le troisième trimestre mais semble insuffisante pour dynamiser durablement le secteur. On note une hausse des prix de vente et des stocks, ainsi qu'une stabilisation de l'effectif salarié.

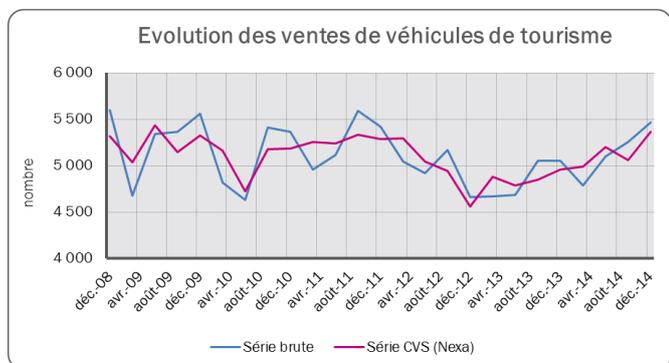
Pour le premier trimestre, malgré une baisse prévue de la demande du marché et de la rentabilité (habituelle à cette période de l'année), le secteur semble vouloir recruter et consacrer plus de temps à la formation de leurs employés. Bien que la confiance envers la situation économique générale semble s'améliorer en ce début d'année, les dirigeants hésitent toujours à

recourir au crédit bancaire.



Source : IPSOS

Dans leur préparation des festivités annuelles, les consommateurs se sont davantage tournés vers les grandes et moyennes surfaces, désertant les centres-villes plus difficiles d'accès. Les ménages ne semblent pas avoir hésité à la dépense puisque l'indice des ventes des produits de consommation gagne 1,3 points par rapport au dernier trimestre 2013.



Source : SICR – Fichier central des automobiles

En évitant le recours au crédit, les particuliers ont dû également puiser dans leurs avoirs pour remplacer leurs véhicules. Avec 5 465 unités vendues au cours des 3 derniers mois, les concessionnaires ont amélioré leurs ventes de 8% en rythme annuel.

### Des services marchands dynamisés

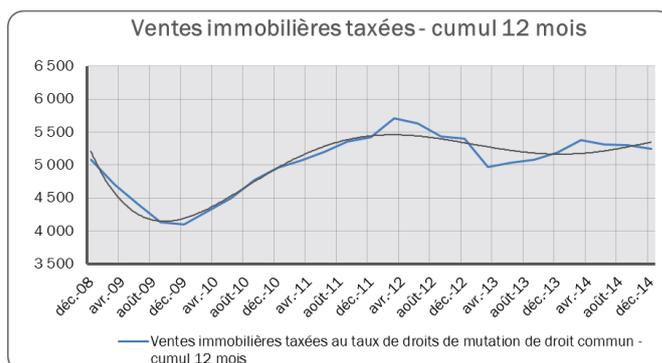
Les autres services marchands se portent plutôt bien en cette fin d'année, affichant plusieurs indicateurs positifs. Le chiffre d'affaires et la demande du marché repartent à la hausse, tout comme l'effectif salarié. La marge et la rentabilité du secteur sont plus élevées que l'année dernière, en revanche l'investissement et le recours aux divers moyens de financement sont en retrait.

Le prochain trimestre laisse présager une détérioration de l'activité et des prix de vente, tandis que les acteurs se montrent plus méfiants envers l'évolution de l'économie réunionnaise.

Les services bancaires profitent du renforcement économique général. L'encours total progresse de 2,2% sur un an à 19 Mds d'euros, conforté par une réduction de la sinistralité. Les créances douteuses diminuent de 9,7%. En parallèle, les actifs financiers détenus par les acteurs économiques gagnent 3,5% dans l'année, à 12,5 Mds d'euros.

La Banque de La Réunion s'inscrit dans cette

orientation générale. L'organisme financier a publié un produit net bancaire de 94,3 M€, et un résultat net comptable de 23,7 M€, soit une progression annuelle respective de 3,3% et de 8,9%. L'encours de collecte atteint 1,74 Mds d'euros en hausse de 11% sur un an.



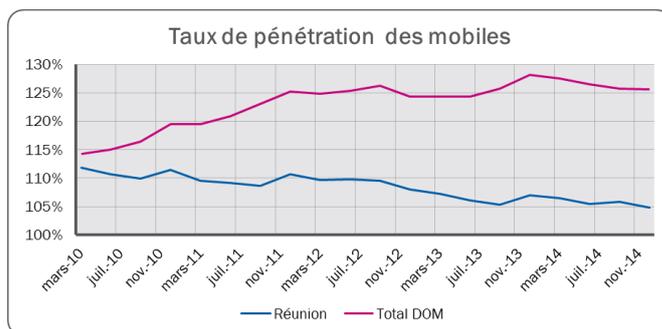
Source : CGEDD-MEDOC

En ce qui concerne les transactions immobilières, les ventes se contractent à nouveau de 1,2% au cours du trimestre. Le marché, difficilement vendeur, peine à convaincre les acheteurs, allongeant les délais moyens des échanges : 4,6 semaines au second semestre 2014 contre 3,6 semaines un an auparavant.

### La filière numérique investit

Le niveau d'activité de la filière numérique a été surestimé pour le quatrième trimestre 2014 mais il reste positif, tiré par une demande qui renoue avec la croissance. Pour la première fois, les prix de vente sont maintenus, améliorant ainsi la rentabilité des entrepreneurs. Plusieurs indicateurs sont mieux orientés que l'année précédente, en effet l'investissement, l'effectif salarié et la formation repartent de plus belle.

Pour le début d'année en revanche, les entreprises du numérique sont assez pessimistes en termes d'activité et craignent un retrait des commandes du marché. Les décideurs s'attendent à un accroissement des prix (et donc de leur marge) ainsi qu'un rebond de l'investissement.



Source : ARCEP

Le marché de la téléphonie mobile à La Réunion semble arriver à maturité. Au dernier trimestre, le parc mobile se réduit de 0,9% ce qui minore encore le taux de pénétration dans la population.

En revanche, les fournisseurs d'accès internet se livrent à une course au haut débit ; les opérateurs prévoyant d'importants investissements.

# Les événements marquants récents

## Octobre

### ◆ Développement économique

Une **convention de partenariat** a été signée entre la Chambre de commerce et d'industrie de La Réunion et Nexa. Ce rapprochement vise à améliorer la coordination entre les deux institutions. Celles-ci se sont notamment engagées à développer les actions d'accompagnement des entreprises à l'export.

### ◆ Entreprises

Une nouvelle usine de dépollution et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) a été inaugurée à Saint-André. Lancé par **Réunion Valorisation Environnement (RVE)**, cet outil industriel, unique dans l'océan Indien, réunit sur le même site le traitement de trois principaux flux : gros électroménager et petits appareils en mélange.

### ◆ Justice

La Garde des Sceaux **Christiane Taubira** a effectué un déplacement de 2 jours dans l'île. Les dossiers attendus localement concernaient la réforme de l'aide juridictionnelle et la déréglementation des professions libérales. Le programme a aussi été consacré à des visites d'établissements et à l'expérimentation du service d'accueil unique du justiciable.

## Novembre

### ◆ Coopération régionale

La 3ème édition des **Rencontres Réunion-Maurice** du développement durable, pilotées par le Club Export, a accueilli une délégation de 60 chefs d'entreprise mauriciens pour 2 jours de conférences et de rendez-vous « B to B ». Les îles sœurs souhaitent miser sur leur complémentarité pour conquérir de nouveaux marchés, notamment en Afrique de l'est.

Un partenariat a été conclu entre le laboratoire mauricien **QuantILAB et le CYROI** (Cyclotron Réunion Océan Indien) visant à mutualiser les moyens et promouvoir l'innovation à travers la collaboration scientifique. Des projets innovants portant sur 3 axes de recherches pourront être financés jusqu'à Rs 5 millions par le gouvernement mauricien.

### ◆ Culture et créativité

L'Ecole Supérieure d'Art de La Réunion a accueilli sa nouvelle directrice, **Patricia de Bollivier**, docteur en sciences de l'art, succédant à Louis Rivière. Spécialiste de l'art contemporain réunionnais et de la création postcoloniale, elle intervenait depuis 2009 au sein de l'Ecole d'Architecture de La Réunion.

### ◆ Entreprises

Une **start-up réunionnaise, Ansam**, a été sélectionnée au 3ème #JeuDigital qui s'est déroulé à Matignon. Lancé par la Secrétaire d'Etat au Numérique, Axelle Lemaire, le jeu permet à 6 start-ups de faire la promotion de leur savoir-faire devant des experts et des investisseurs potentiels.

### ◆ Economie sociale et solidaire

Les signataires du Contrat d'Objectifs pour le développement de l'économie sociale et solidaire (ESS), l'Etat, le Conseil Régional et la CRES, ont organisé les **Rencontres régionales de l'ESS**. Plusieurs conférences avaient pour but de « mettre en évidence des démarches innovantes, des volontés d'agir, des problématiques de développement et une richesse à partager » pour un domaine représentant près de 2 000 structures et 22 500 emplois à La Réunion.

## Décembre

### ◆ Innovation

L'équipe « 8000 mondes » a décroché le 1<sup>er</sup> prix du **Startup Weekend**, sur 14 projets présentés aux membres du jury (parmi les 35 idées proposées). Environ 110 participants (étudiants, demandeurs d'emploi, chefs d'entreprises) ont travaillé durant un weekend à perfectionner leur projet : business model, prototype, seuil de rentabilité, prospection et validation client, site internet, marketing.

### ◆ Entreprises

La 17<sup>e</sup> édition du **Challenge des Créateurs**, organisée par le Département, a proclamé les 6 lauréats. Avec 186 candidats au départ, puis 12 finalistes sélectionnés lors d'un speed-casting, 6 prix ont récompensé les différentes initiatives : l'emploi, l'innovation, l'insertion, la performance, produit pays et le prix du public.

### ◆ Marketing territorial

Dans le cadre de sa stratégie d'attractivité du territoire menée sous la bannière « **Invest-In-Reunion** », l'agence Nexa a coordonné la présence de 7 entreprises réunionnaises sur le salon lyonnais Pollutec, événement européen leader de l'environnement et de l'énergie.

### ◆ Entreprises

Le Président de Région, le Préfet et le Directeur régional de la Caisse des Dépôts et Consignations ont signé une convention de partenariat pour le développement de « **l'entrepreneuriat au féminin** ». Un plan d'actions est mis en place pour la période 2014-2015 et vise plusieurs objectifs dont la sensibilisation, l'information et la valorisation de l'image de la femme chef d'entreprise, le renforcement de l'accompagnement des femmes vers la création d'entreprise et un meilleur accès au financement.

### ◆ Energie

Dans la poursuite des premières discussions avec la Région lors d'un déplacement en Inde, les dirigeants de la **compagnie pétrolière Indian Oil** sont venus à La Réunion pour visiter les installations de la SRPP et vérifier les conditions d'implantation localement. Le groupe pétrolier souhaite investir le marché local d'ici les deux ans. Un mémorandum contractuel sera signé en 2015, en préalable à la création d'une joint-venture.

# L'enquête auprès des dirigeant(e)s d'entreprises réunionnaises

## Methodologie :

Réalisée auprès d'un panel de 300 entreprises (30 par secteur d'activité) du **26 janvier 2015 au 07 février 2015** par l'institut IPSOS pour le compte de Nexa, l'enquête présente les soldes des opinions des chefs d'entreprises des principaux secteurs d'activité selon plusieurs axes d'analyse. Les résultats sont redressés selon les données de l'INSEE (établissements actifs au 31/12/2012) :

- Au niveau global, en fonction du poids réel de chaque secteur d'activité
- Par secteur d'activité, en fonction du poids de l'effectif salarié



Baromètre 4T 2014	CAPACITE DE PRODUCTION	CHIFFRE D'AFFAIRES	DEMANDE DU MARCHÉ	EFFECTIF SALARIE	FORMATION	INVESTISSEMENT	MARGE ET RENTABILITE	PRIX DE VENTE	SOURCES DE FINANCEMENT	STOCK	ECONOMIE REUNIONNAISE
<b>VS TRIMESTRE NORMAL</b>											
Industrie Biens de conso.	-21%	-21%	-32%	-28%	-22%	-17%	-31%	-3%	-30%	-5%	-45%
Industrie Autres	-6%	22%	17%	11%	-7%	13%	-22%	-12%	-5%	3%	-10%
Commerce de détail	-13%	-46%	-50%	-3%	1%	-23%	-61%	-20%	-19%	-13%	-53%
Commerce de gros	15%	18%	3%	6%	11%	24%	-28%	-17%	-4%	17%	-41%
Construction	-18%	-28%	-20%	-26%	-24%	-3%	-34%	-6%	-11%	-13%	-42%
Transports marchandises	-8%	-34%	-24%	0%	4%	-20%	-19%	-16%	-8%	-4%	-40%
Transports passagers	8%	-12%	3%	9%	7%	17%	-19%	-4%	11%	-1%	-30%
Numérique	17%	9%	-9%	9%	15%	3%	-23%	-9%	-12%	0%	-38%
Hôtels et restaurants	-30%	-19%	-29%	-4%	-15%	-30%	-46%	-9%	-24%	-10%	-41%
Autres services marchands	-23%	-38%	-48%	-8%	-3%	-9%	-24%	-18%	-20%	-5%	-49%
TOTAL	-13%	-23%	-29%	-7%	-5%	-6%	-33%	-14%	-15%	-4%	-44%
<b>VS TRIMESTRE précédent</b>											
Industrie Biens de conso.	4%	5%	-4%	-11%	-14%	-23%	-25%	-18%	-13%	-1%	-32%
Industrie Autres	6%	31%	26%	0%	4%	11%	-17%	-9%	-4%	10%	-5%
Commerce de détail	-6%	-3%	-17%	0%	-9%	-23%	-24%	-4%	-16%	-4%	-17%
Commerce de gros	15%	8%	-17%	-5%	6%	7%	2%	-13%	-4%	12%	-25%
Construction	-24%	6%	0%	-14%	-18%	-15%	-33%	4%	-7%	-4%	-22%
Transports marchandises	0%	0%	-8%	7%	-5%	-4%	-15%	-16%	-32%	4%	-12%
Transports passagers	3%	14%	18%	7%	-4%	7%	-15%	3%	4%	-4%	-19%
Numérique	17%	17%	9%	3%	9%	12%	0%	3%	-6%	3%	-32%
Hôtels et restaurants	4%	13%	-16%	-1%	-13%	-3%	-16%	0%	-19%	-5%	-33%
Autres services marchands	-9%	6%	10%	5%	1%	-10%	-9%	-10%	-10%	-11%	-14%
TOTAL	-4%	7%	-1%	-1%	-5%	-9%	-16%	-6%	-10%	-3%	-19%
<b>VS TRIMESTRE Prochain</b>											
Industrie Biens de conso.	2%	-17%	-19%	-11%	-3%	3%	-13%	12%	-10%	-17%	-27%
Industrie Autres	22%	25%	8%	25%	10%	28%	-1%	22%	17%	8%	0%
Commerce de détail	0%	-6%	-23%	10%	11%	-16%	-22%	-20%	-10%	-6%	-7%
Commerce de gros	-1%	-10%	7%	11%	14%	0%	-16%	-2%	-14%	-2%	-7%
Construction	12%	8%	12%	5%	9%	1%	-8%	6%	3%	1%	5%
Transports marchandises	4%	-8%	-15%	7%	0%	0%	-16%	8%	-20%	4%	-4%
Transports passagers	11%	4%	-3%	-4%	36%	14%	-19%	-7%	7%	-4%	4%
Numérique	15%	-8%	-6%	3%	23%	23%	-5%	6%	0%	-12%	-8%
Hôtels et restaurants	-13%	-41%	-38%	-3%	1%	-20%	-29%	0%	-20%	-16%	-25%
Autres services marchands	-10%	-14%	-12%	5%	14%	-3%	-9%	-8%	-4%	-5%	-33%
TOTAL	0%	-8%	-10%	6%	11%	-2%	-13%	-3%	-6%	-4%	-15%

## Exemple de lecture du tableau :

: représente l'évolution des valeurs issues des enquêtes précédentes, avec les derniers points (foncés) et les points bas (clairs).

**-45 %** : représente l'écart entre les industriels de biens de consommation qui pensent que l'économie réunionnaise

se porte mieux au quatrième trimestre 2014 par rapport aux prévisions faites, et ceux qui pensent qu'au contraire l'économie locale s'est dégradée en ce milieu d'année. Par conséquent, un solde d'opinion négatif traduit un plus grand nombre d'entreprises pessimistes quant à l'indicateur concerné.

# Les perspectives à court et moyen terme

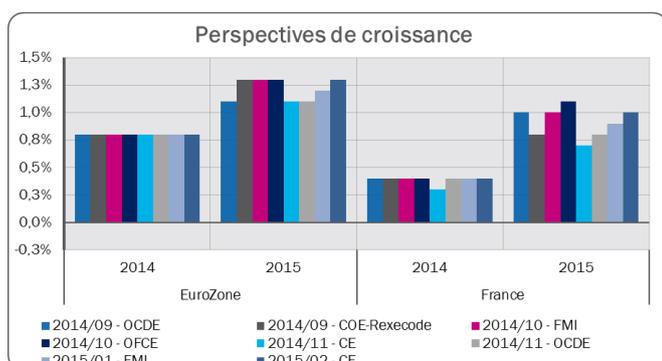
## ◆ La scène internationale et européenne

Début 2015, le FMI a ouvert le bal des révisions de croissance, douchant les dernières prévisions optimistes. Selon l'institution financière, la baisse du prix du pétrole ne suffirait pas pour relancer l'économie mondiale. D'autres facteurs négatifs devraient venir contrecarrer l'influence favorable des prix, comme l'investissement ou la stagnation européenne ou les risques géopolitiques.

De même, après un ralentissement de sa croissance à 7,4% en 2014, un niveau inédit depuis 25 ans, la Chine a réduit ses prévisions pour 2015. Habitué à des taux à 2 chiffres jusqu'à la fin des années 2000, le pays subit une transition économique qui se traduit par une diminution de ses exportations et une consommation intérieure insuffisante, qui le ramène à un rythme annuel de 7%.

Avec une croissance plus lente, la République populaire de Chine devient également moins gourmande en matières premières. Les prix des matières premières, réagissent en conséquence puisqu'ils reculent encore au premier trimestre 2015 après leur dépréciation durant l'année 2014. Depuis janvier, le minerai de fer a perdu 25% (soit une chute de 65% depuis 1 an !) et les métaux précieux tels le nickel ou le cuivre ont respectivement dévissé de -14% et -5%. Les matières premières agricoles suivent ce mouvement puisque le sucre a perdu -12% et le cacao -7%.

De son côté, la Commission Européenne préfère miser sur des perspectives plus optimistes. Comme la Banque Centrale Européenne (BCE), elle s'appuie notamment sur plusieurs faits qui seraient autant de vecteurs positifs pour soutenir la consommation et l'investissement : la baisse du prix du pétrole, la dépréciation de l'euro, l'assouplissement quantitatif ou encore le plan d'investissement pour l'Europe.



Sources : Communauté Européenne, FMI, OCDE, OFCE

Après la salve de mesures instaurées en 2014 avec une diminution drastique des taux monétaires, la BCE s'est enfin résolue à lancer un « Quantitative Easing ». Utilisée par les Etats-Unis dès 2009, la création monétaire a montré son efficacité outre-Atlantique. La croissance américaine a retrouvé son niveau d'avant

crise, soutenue par la consommation et l'effet positif de la baisse du dollar sur les exportations.

Présenté comme une bouffée d'oxygène et s'appuyant sur un rachat massif des dettes souveraines, le programme lancé en mars 2015 en Europe porte sur 60 Mds d'euros jusqu'en septembre 2016 pour une enveloppe totale de 1 140 Mds d'euros.

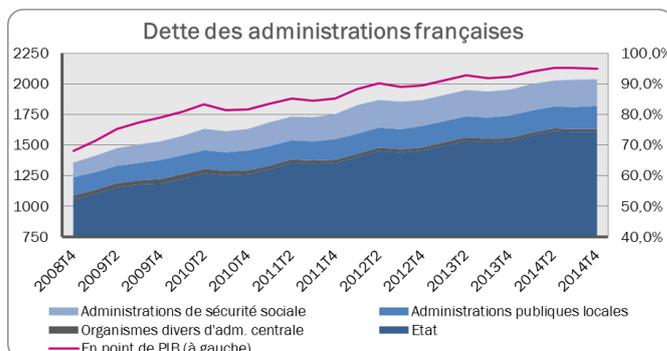
Visant à lutter contre la déflation qui guette l'Europe et à soutenir l'investissement et la compétitivité des entreprises, l'assouplissement quantitatif doit permettre de libérer les liquidités en stimulant les transactions interbancaires.

Ces facilités en contribuant à l'amélioration de l'état de santé financier des pays européens, apportent également des liquidités en abondance aux marchés financiers. Le sursaut des bourses européennes, notamment le CAC 40 qui progresse de 18% depuis janvier, en atteste et présente toutes les caractéristiques d'une nouvelle bulle financière.

Outre le problème du recul de l'inflation, reste encore la stagnation du chômage à un niveau élevé en Europe...

## ◆ La politique économique française

Le déficit budgétaire français a pu être ramené à 4% en 2014 (au lieu de 4,4% initialement attendu) ce qui permet à la dette d'augmenter moins vite. Celle-ci représente encore actuellement 95% du PIB et sera à 97% en 2016 en suivant le scénario du gouvernement.



Source : INSEE

Cependant, l'inflation nulle prévue pour 2015 n'arrange pas les affaires de l'Etat, qui prévoyait une évolution de l'indice à 0,9%. L'impact devrait donc être négatif sur le déficit budgétaire en raison de l'augmentation des taux réels (taux nominal - taux d'inflation).

A cela s'ajoute une croissance trop faible, ne permettant ni de couvrir le remboursement de la dette, ni de créer de l'emploi.

La recherche d'économies budgétaires n'est donc pas terminée et les collectivités seront une nouvelle fois sollicitées. A La Réunion, certaines reportent leurs investissements alors que d'autres ont déjà du mal à honorer leurs créanciers.

# L'Observatoire Régional de l'Economie

L'Observatoire Régional de l'Economie met en œuvre un dispositif de suivi et d'anticipation quant à l'évolution des différents secteurs économiques de l'île de la Réunion. Les activités de l'observatoire permettent aux décideurs, aux institutionnels et au grand public d'obtenir des informations actualisées, de repérer les opportunités de développement et de favoriser une vision à long terme, relatives à l'économie réunionnaise intégrant ses dimensions sociétales et environnementales.

En 2015, les actions de l'observatoire s'organisent autour de quatre priorités :

- Collecter, agréger et produire des données stratégiques territoriales
- Analyser les dynamiques économiques et conjoncturelles
- Suivre et évaluer les politiques territoriales (programmes et plans d'aides)
- Intervenir en appui aux missions transversales (innovation, attractivité,...)

## Publications disponibles :

### ◆ **Tourisme adapté - synthèse**

L'étude, menée par le groupement ENVIRONNEMENT PARTENAIRE et ALTEA, s'intéresse aux personnes en situation de handicap, aux personnes souffrant d'une pathologie et aux personnes à la recherche de bien-être. Dans le cadre de son élaboration, des ateliers participatifs ont réuni les acteurs des filières sur les thèmes du handicap, de la santé et du bien-être. Après une première phase de diagnostic, la seconde phase de l'étude « stratégie » a été restituée et partagée avec les différents représentants institutionnels et privés.

### ◆ **Agriculture biologique**

Cette filière qui concerne les produits alimentaires mais aussi les plantes aromatiques, médicinales et à parfum, s'adresse à la fois à la demande locale comme à l'exportation, via la transformation locale. L'objectif transversal de cette étude, réalisée par le cabinet CYATHEA, est l'identification et la mobilisation des acteurs économiques tout au long de la filière à conforter. Les acteurs considérés sont les acteurs clés de l'ensemble des sphères agricoles (biologiques ou conventionnelles) permettant d'aborder la problématique dans sa totalité.

### ◆ **Le microcrédit professionnel à La Réunion**

Dressant un tableau complet du dispositif local et des différentes institutions, le dossier offre un bilan en 2012 de la production ainsi que son évolution depuis plus de 5 ans. Il intègre les retombées sociales en termes d'entreprises, d'emplois créés et/ou maintenus mais aussi l'impact financier et l'effet de levier des crédits bancaires associés.

### ◆ **Panorama des industries agro-alimentaires à la Réunion**

En partenariat avec la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de la Réunion, Nexa propose un panorama complet des différentes industries agroalimentaires à la Réunion en 2010.

### ◆ **Les notes de conjoncture trimestrielles**

L'Observatoire Régional de l'Economie publie sa note de conjoncture retraçant la tendance macro-économique de La Réunion chaque trimestre, les faits marquants et les perspectives à court et moyen terme. Elles incluent les résultats des enquêtes auprès des dirigeants d'entreprises réunionnaises.

**Pour en savoir plus : [www.nexa.re/observer-la-reunion](http://www.nexa.re/observer-la-reunion)**

**Nouveauté** : les indicateurs conjoncturels et le baromètre des dirigeants sont accessibles en ligne.

# NEXA Agence Régionale de Développement, d'Investissement et d'Innovation

## VISION

En tant qu'accélérateur de projets de La Réunion, NEXA a pour rôle d'accompagner le développement économique du territoire et d'en accroître l'attractivité.

L'action de NEXA vise à renforcer la compétitivité et la durabilité de l'économie réunionnaise dans les domaines piliers de la stratégie régionale :



Agroalimentaire



Technologies de l'Information  
et de la Communication (TIC)



Energies renouvelables  
Environnement



Tourisme

## DES MÉTIERS INTERCONNECTÉS

Pour assurer ses missions, NEXA s'appuie sur des métiers interconnectés et centrés sur la prospective, l'animation de réseaux, la veille, l'ingénierie de projets, la mise en œuvre d'actions de promotion et la contribution à la structuration de nouvelles filières.



### CONTACTEZ NOUS

62, Boulevard du Chaudron - BP 60030 - 97491 Sainte Clotilde Cedex  
Tél. +262 262 20 21 21 / Fax +262 262 41 00 26

[observatoire@nexa.re](mailto:observatoire@nexa.re)

[www.nexa.re](http://www.nexa.re)

